



AFP

Le « grand débat » de Macron, le 28 février, à Pessac.

La démocratie, ça ?

Europe : tous les partis qui se sont succédé au pouvoir, dans tous les pays, sont massivement rejetés en raison de leur politique au service du capital. En France, Macron est confronté depuis plus de trois mois aux Gilets jaunes, un mouvement de fond qui est une manifestation de la révolte de l'immense majorité de la population. Répression brutale, mesures d'exception, grand débat, opération d'union nationale... tout est mis en œuvre pour tenter de faire refluer, de stopper net le mouvement par en bas contre ce gouvernement, contre sa politique. Et c'est ce président totalement discrédité qui ne sait décidément plus quoi trouver, qui, à l'approche des élections européennes, s'adresse à l'ensemble des citoyens des États de l'Union européenne. Rien que ça !

Pour Macron, l'Union européenne est une chance qu'il faut conforter pour se protéger « *contre les crises du capitalisme financier* ». Au même moment, dans ce pays, les plans de licenciement tombent en série dans l'industrie... Se posant, comme il le fait à chaque fois depuis des mois, en rempart de la « démocratie », des « libertés », du « progrès », Macron dénonce le danger des nationalismes. Le nationalisme : c'est l'accusation portée par Macron et par tous ceux qui soutiennent sa politique, parce qu'ils sont terrorisés par le rejet, par la révolte des travailleurs et des peuples. Et tous savent que les prochaines élections européennes vont être marquées par un rejet gigantesque de toutes les forces politiques et institutions au service du capital financier. Le même Macron, il y a une semaine, s'en prenait une nouvelle fois aux Gilets jaunes et à tous ceux qui manifestent, dénonçant une démocratie de l'émeute et appelant au « *retour à une vie démocratique normale* ». Depuis maintenant trois mois, chaque samedi, la répression d'État impitoyable s'abat ; un procureur de la République vient de donner instruction de prendre des mesures spécifiques contre les Gilets jaunes...

Le grand débat s'éternise depuis des semaines, il doit s'achever le 15 mars. Pendant ce temps, les affaires continuent dans l'objectif que tout, services publics, statuts, retraites, assurance chômage... soit liquidé au compte du capital financier. Et comme si de rien n'était, les concertations avec les « partenaires sociaux », dont le contenu est fixé d'avance, se poursuivent... La démocratie, ça ? Comme on le verra dans ce numéro, un mouvement cherche par en bas à dégager les moyens de bloquer, bloquer Macron et ses plans. Dans nombre de localités, Gilets jaunes, militants ouvriers déterminés à faire en sorte que leurs organisations jouent leur rôle, se réunissent dans les comités de résistance et de reconquête. Regrouper au plan national les délégués représentant cette force qui a commencé à se rassembler localement dans le cadre large des comités de résistance et de reconquête est un enjeu de la convention nationale à Paris le 30 mars.